

## Séance ordinaire du mardi 4 avril 2023

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ville fraternelle et solidaire

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

#### Absents / Excusés :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER

## Présentation des activités 2023 du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier - Attribution de subventions - Exercice 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'objet de cette délibération est d'effectuer une présentation des politiques sociales et médico-sociales du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS) impulsées à partir de la subvention de la Ville de Montpellier, attribuée à hauteur de 15 162 000 € en 2023. En organisant ce débat, ayant vocation à être renouvelé chaque année, l'objectif est de permettre au Conseil municipal de s'approprier l'activité du CCAS et d'apprécier le rôle qu'il joue dans la construction du bouclier social que la ville développe depuis plusieurs années.

Le CCAS prévoit, en 2023, 50 700 000 € de dépenses en fonctionnement (budgets principal + budgets annexes) et 10 500 000 € d'investissement et ce, en mobilisant les compétences légales des institutions partenaires et différentes autorités de tarification. En effet, si la Mairie de Montpellier reste le principal financeur avec 30 %, l'Etat (ARS, DDETS) finance 26 % de l'activité, le Conseil Départemental 14 %, les usagers 18 % (résidents EHPAD, bénéficiaires des services à domicile et adhérents Age d'Or...) et la Caisse d'Allocations Familiales 0.3%

Le CCAS est un établissement public communal placé sous la présidence du Maire et dirigé par un Conseil d'Administration composé du Président, de 8 élus représentants du Conseil municipal et de 8 représentants d'associations ou de personnes qualifiées œuvrant dans le domaine social. Fort de 800 agents publics, qui se sont fortement mobilisés durant les deux années de crise sanitaire, le CCAS est le bras armé de la Ville dans l'exercice de ses missions obligatoires telles que définies dans le Code de l'action sociale et des familles (CASF) :

- La domiciliation des personnes ayant un lien suffisant avec la commune ;
- L'instruction des demandes d'aide sociale légale ;
- La réalisation d'une analyse des besoins sociaux au début de chaque mandature.

Au-delà de ses compétences obligatoires, le CCAS déploie de nombreuses politiques publiques, dispositifs ou mesures d'accompagnement des citoyens précaires, en difficulté ou en situation de fragilité que l'on qualifie de compétences facultatives. Actuellement, elles s'inscrivent dans :

- La prévention de la perte d'autonomie et du maintien du lien social des personnes âgées ;
- L'accueil et la mise à l'abri des femmes victimes de violences et leurs enfants ;
- Des actions innovantes en matière d'insertion sociale et de lutte contre la fracture numérique ;
- Un Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- Un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME).

La présentation de l'activité du CCAS s'organise autour des axes suivants :

1. Garantir un accueil inconditionnel à toutes et tous ;
2. Assurer un accompagnement global dans un tiers lieu numérique et social autour de l'emploi, la fracture numérique, l'isolement social, le budget et la santé ;
3. Poursuivre et faire évoluer les expérimentations financées dans le cadre du contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés (CTAIR) ;
4. Permettre aux aînés de « *bien-vieillir* » ;
5. Accompagner des publics spécifiques : pour garantir l'égalité des chances dès l'enfance, être aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants.

A la fin de chacune des thématiques, il sera fait référence aux inflexions et initiatives nouvelles qui insèrent le CCAS dans la construction du bouclier social.

### **1. Garantir un accueil inconditionnel de toutes et tous**

Le CCAS accueille de manière inconditionnelle les Montpelliéraines et Montpelliérains. Situé dans le quartier Port Marianne, il dispose également d'une antenne généraliste dans le quartier de la Mosson au sein de l'Espace Gisèle-Halimi depuis septembre 2022.

En 2022, 86 868 passages soit 346/jour (229/jour au siège et 117/jour à Mosson) ont été enregistrées ainsi que 54 210 contacts téléphoniques.

Les équipes sociales veillent à identifier les besoins de chacun afin d'orienter, d'accompagner les demandes vers les institutions compétentes et d'assurer une aide subsidiaire le cas échéant.

Elles proposent :

- Une domiciliation postale aux personnes qui ne disposent pas d'une adresse afin qu'elles puissent recevoir et consulter leur courrier de manière régulière et confidentielle (5 939 bénéficiaires domiciliés en 2022) ;
- Une aide aux démarches administratives ;
- Un accompagnement social direct ou indirect, jusqu'à ce la personne puisse bénéficier de ses droits, avec le Point Information Orientation (PIO) et les espaces numériques ;
- Une aide au maintien ou à l'installation dans le logement ;
- Un dispositif de lutte contre la précarité énergétique : le SLIME.

A ces missions sans cesse adaptées aux besoins de la population bénéficiaire, depuis 2021, a été adjoint une nouvelle mission, la mission « *Aller vers* ». Cette mission, initiée par le CCAS, est assurée par 2 travailleurs sociaux et se déploie selon deux axes :

- La résorption de l'habitat précaire et plus particulièrement des squats ;
- L'accompagnement vers l'accès aux droits des publics ayant recours aux distributions alimentaires des associations telles que la Table d'Anouk, l'Association Humanitaire de Montpellier ou la distribution du Camion du Cœur des Restos du Cœur : les deux travailleurs sociaux ont mis en place des Points Information Orientation, sur le même modèle que réalisés dans les locaux CCAS. En 2022, 117 permanences se sont tenues sur les lieux de distribution générant 418 rencontres (269 hommes seuls, 54 femmes seules et 63 familles).

Les perspectives de cet accompagnement en 2023 : ces deux axes seront poursuivis et dans le cadre du Plan Pauvreté, un travailleur social interviendra au sein de 5 épiceries sociales et solidaires pour accompagner les publics vers l'accès aux droits et soutenir, conseiller le bénévoles ou professionnels en leur apportant des

outils sur les dispositifs existants.

Il s'agira aussi d'articuler les actions mises en œuvre pour s'adapter au public et aux acteurs déjà présents et proposer au cas par cas un appui à l'existant ou un accompagnement renforcé à moyen terme. Les réflexions engagées avec le Département, l'Etat et la CAF autour du Premier Accueil Social Inconditionnel de Proximité (PASIP) permettent d'intégrer ces engagements dans une nouvelle gouvernance de l'action sociale.

## **2. Proposer un accompagnement global dans un tiers-lieu social et numérique**

Depuis 2018, le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS) est le premier tiers-lieu social et numérique de Montpellier créé POUR les citoyens et évoluant PAR eux, grâce à leur expertise d'usage. Il constitue un espace collaboratif de mixité sociale favorisant les échanges entre des personnes issues de quartiers hétérogènes.

Il propose aux publics du CCAS un parcours complet d'inclusion sociale et professionnelle à travers un accompagnement global décliné en 4 thématiques :

### **A- Favoriser le retour à l'emploi à travers plusieurs dispositifs**

150 personnes accompagnées, dans l'année, sur des périodes de plusieurs semaines, variable selon les dispositifs dans le cadre d'un partenariat avec Pôle Emploi :

- Le dispositif Unis'Vers ;
- Un chantier d'insertion sur des métiers en tension au CCAS ;
- Des contrats aidés (Parcours Emploi Compétences) pour devenir aide-soignant et intégrer l'un des EHPAD, tout en préparant l'entrée à l'école d'aide-soignant) ;

### **B- Lutter contre la fracture numérique et l'isolement social**

4 700 accompagnements par an. A ce titre, le CEIS est labellisé Fabrique numérique de territoire et a bénéficié du recrutement de 2 conseillers numériques en lien avec le dispositif Territoire d'Accueil pour un Numérique Inclusif (TANI) ;

### **C- Mieux gérer son budget**

300 personnes suivies. Le CEIS est labellisé Point Conseil Budget :

- Bénéficier d'un suivi individuel et participer à des ateliers collectifs ;
- Etre accompagné en cas de surendettement ou pour financer un projet professionnel et/ou social avec un micro-crédit ;

### **D- Se maintenir en bonne santé**

320 personnes suivies. Le CEIS est en partenariat avec le Département de l'Hérault :

- Participer à des ateliers collectifs et thématiques ouverts à tous ;
- Etre accompagné pour accéder aux droits liés à la santé (en tant que bénéficiaire du RSA).

Implanté stratégiquement au cœur de la ville, à la frontière entre les Arceaux et Figuerolles, le CEIS va être reconstruit et rouvrira ses portes en 2024. Une épicerie sociale et solidaire et l'extension d'une cuisine pédagogique lui permettront de s'inscrire le CEIS dans les politiques d'aide alimentaire.

## **3. Poursuivre et faire évoluer les expérimentations financées dans le cadre du CTAIR**

En 2022, un accompagnement a été proposé aux personnes bénéficiaires de la protection internationale dans le cadre du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR). Signé fin 2021 entre la Ville et l'Etat, ce contrat vise à mettre en œuvre des actions concrètes pour favoriser l'intégration de ces publics.

### **A- Accompagner les réfugiés vers l'emploi**

130 personnes accompagnées dans l'année avec le dispositif Unis'Vers :

- Découvrir l'environnement professionnel et contribuer au « *vivre ensemble* » ;
- Favoriser l'usage des outils numériques pour faciliter la recherche d'emploi ;
- Fin 2022, une nouvelle action financée par le CTAIR « *Recrutement et accompagnement à la prise de poste* » est expérimentée présentant un niveau linguistique très faible.

### **B- Résidence sociale Les Fauvettes qui palie les difficultés d'hébergement**

Depuis le 5 décembre 2022, le CCAS héberge et accompagne 21 hommes réfugiés de 18 à 30 ans dans un

Hôtel acheté par la Ville et mis à disposition à titre gracieux afin de :

- Bénéficier d'un accompagnement individuel ;
- Favoriser la sortie vers un logement autonome en s'appuyant sur l'emploi.

#### **4. Permettre aux aînés de « bien vieillir »**

Les actions auprès des aînés ont toujours eu une place particulière au sein des politiques publiques du CCAS qui sera réaffirmée et renforcée.

##### **A- Accompagner les seniors dans leurs démarches administratives**

Dossier de retraite, demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie, couverture santé, carte de transport, entrée en EHPAD, etc.

##### **B- Lutter contre l'isolement des seniors et prévenir la perte d'autonomie**

- 17 Clubs de l'Age d'Or : l'année 2022 a été marquée par la reprise des activités. Outils formidables de socialité des personnes âgées, ils représentent une richesse précieuse en maintenant leurs 6 700 adhérents en activité autour d'actions culturelles, sportives, de solidarité (Téléthon) et de loisirs. En 2023, plus de 5 000 seniors ont participé aux repas du Zénith ;
- Des actions de prévention « *Bien Vieillir* » en partenariat avec l'UFR Staps et le CHU ;
- La tenue à jour du registre des personnes fragiles et isolées recense et veille sur les personnes vulnérables en partenariat avec les bénévoles de la réserve citoyenne : 1 083 personnes recensées en 2022.

Pour 2023, 3 actions marqueront l'année :

- La mise en place de la tarification sociale qui permettra d'améliorer l'accessibilité de l'offre aux adhérents les plus modestes ;
- La poursuite d'Un quartier solidaire pour nos aînés (Lemasson et Croix d'Argent) : cette expérimentation vise à créer une mobilisation solidaire autour de l'isolement des aînés et à retisser du lien social. Le 13 mai, une restitution artistique aura lieu avec l'association Nos Mémoires Vives et le collectif Le Baril ;
- Création d'une équipe mobile du lien social au 1/11/22 – 72 signalements et 47 accompagnements en 2 mois : l'objectif est de favoriser le lien social auprès des seniors isolés en situation de précarité pour permettre de retrouver une vie sociale par l'accompagnement vers des actions collectives dans les Clubs Age d'or, des sorties culturelles ou des concerts dans les EHPAD.

##### **C- Maintenir la personne à son domicile :**

- Un Service à Domicile pour permettre de rester autonome en bénéficiant d'une aide pour les courses, le ménage et bénéficier de soins d'hygiène et infirmiers quotidiens.
- Les nouvelles orientations gouvernementales instaurent la création de services Autonomie à domicile à travers la fusion des SSIAD et des SAD.

##### **D- Héberger dans 7 EHPAD en favorisant le lien social**

Le CCAS gère 7 EHPAD représentant 561 lits dont 58 en secteur protégé et dans lesquels interviennent 380 professionnels

Le développement de la télémedecine en établissement, l'offre culturelle et d'animation, l'hébergement temporaire sont des ressources qui peuvent être mise à disposition des personnes accompagnées par le futur service autonomie.

Les EHPAD sont ouverts sur le quartier pour favoriser la mixité sociale, notamment grâce aux tables d'hôtes et aux colocations étudiantes proposées à 18 étudiants dans 5 EHPAD. De nombreuses actions sont mises en place afin que les résidents puissent participer à la vie de la cité au travers de manifestations culturelles et sportives impliquant différentes structures de la Ville de Montpellier (Opéra, Orchestre, Conservatoire, théâtres...).

En 2023, la résidence Françoise-Gauffier proposera un espace de convivialité pour tous ouvert sur le quartier qui s'inscrira dans un projet d'animation culturelle et de vie citoyenne.

#### **5. Accompagner des publics spécifiques**

##### **A- Le Programme de Réussite Educative (PRE)**

Dans le cadre de la politique de la Ville et pour garantir l'égalité des chances dès le plus jeune âge, le CCAS gère le PRE. Celui-ci a vocation à structurer et à renforcer le partenariat avec l'Ecole. Actuellement, 935 enfants ont bénéficié d'un parcours individualisé. Des actions partenariales sont menées avec 65 établissements scolaires. Le PRE compte une équipe composée de 14 professionnels dont 8 agents du CCAS et 6 professionnels d'associations conventionnées.

**B- Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) Elisabeth-Bouissonade aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et de leurs enfants**

Depuis plus de 40 ans, le CCAS est fortement engagé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et leurs enfants au travers le CHRS Elisabeth-Bouissonade. Les équipes du CCAS proposent une aide et une orientation, un soutien psychologique et éducatif, un accès aux droits et un accompagnement dans les démarches, un soutien dans la recherche d'hébergement, en partenariat avec les services sociaux.

En 2022, 1191 appels ont été traités par la plateforme d'écoute téléphonique, 244 personnes ont été reçues au Service d'Accueil et d'Orientation (SAO), 240 femmes et 75 enfants ont été reçus et suivis en accueil de jour. 85 personnes ont été hébergées en CHRS et Urgence. 91 personnes ont bénéficié des dispositifs logements adaptés.

Dans le futur, le SAO et l'accueil de jour devraient intégrer les nouveaux locaux du CEIS et les dispositifs de logements adaptés devraient être diversifiés et augmentés.

**Perspectives générales**

Au-delà de l'accueil des réfugiés qui va mobiliser le CCAS dans les mois à venir, de nouveaux projets sont à l'étude pour répondre à l'urgence et renforcer le bouclier social au service des Montpelliéraines et des Montpelliérains :

- La création d'une plateforme regroupant tous les services intervenant autour des violences faites aux femmes et de la prise en charge des enfants ayant subi un traumatisme : elle devrait être localisé sur le site de Marie-Caizergues, une fois que l'établissement actuel (Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS)) aura avancé dans la redéfinition de son projet pédagogique global ;
- L'étude de la création d'un accueil de jour pour des femmes seules avec enfants en grande précarité ;
- La poursuite du repositionnement des clubs de l'âge d'or comme des lieux de prévention et de lutte contre l'isolement ;
- Le rapprochement avec l'ensemble du dispositif d'hébergement d'urgence de l'Etat ;
- La création d'un dispositif pour alléger la charge mentale des femmes seules avec enfants et apporter des solutions concrètes aux difficultés spécifiques qu'elles rencontrent ;
- La concrétisation du projet de mutuelle communale, en cours d'élaboration ;
- Le renforcement de l'évolution des EHPAD en lieux de vie territorialisés, projet déjà initié et notamment mis en œuvre à partir des ouvertures culturelles et sociales qui s'y déroulent ;
- La reconstruction de l'EHPAD Montpelliéret sur le site du legs GUIRAUD sera l'occasion de franchir un pas supplémentaire dans l'ouverture d'une résidence plateforme de services pour les habitants du quartier et l'articulation d'une crèche à l'EHPAD ;
- La restructuration complète de l'EHPAD les Aubes participera du même objectif de faire de chaque EHPAD un lieu de vie ouvert sur son territoire.

La Ville de Montpellier souhaite soutenir le CCAS à mener à bien ses activités et projets, il y a lieu de lui allouer la subvention complémentaire à l'acompte de 4 125 099 € voté en décembre, telle que définie ci-dessous.

STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
CCAS de la Ville de Montpellier	00001896	Fonctionnement d'avril à décembre 2023	11 036 901

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte des activités 2023 du Centre Communal d'Actions Sociales de la Ville de Montpellier ;
- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 avril 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 14 avril 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION FONCTIONNEMENT 2023 partie 2 CCAS.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20230404-226251-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 14/04/23  
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.